Avant tout

Tendez l'oreille.

Ils sont là.

Depuis des siècles.

Omniprésents.

Si omniprésents que vous ne les entendez plus.

Les « non ».

Non aux trottinettes.

Non aux réformes.

Non aux radars.

Non à l'immigration.

Non à l'heure d'hiver.

Non à l'Europe.

Non au gluten.

Non à un projet. Non à une idée…

Prenez garde !

Parfois les « non » se dissimulent, se travestissent.

Ils se déguisent en « oui, mais », « c'est impossible », « c'est trop compliqué »…

Oui, les « non » nous envahissent.

Oui, nous sommes les champions du monde du non.

Non à la ligne 18, plateau de Saclay, Gif-sur-Yvette
3 mai 2024 - Photo : Dorian di Betta

Les Français, champions du monde

Nous sommes les champions du monde du non : c'est dans notre culture.

Nous manifestons pratiquement sans arrêt depuis que nous avons pris la Bastille en 1789. Chaque Français se souvient de sa première manif. Personnellement, c'était en 1986 contre le projet de loi Devaquet. J'avais manqué les cours, bravé les sanctions et je scandais dans les rues de Nancy : « Devaquet, au piquet ! » Paradoxalement, au fond de moi-même, j'étais plutôt en faveur de cette réforme, mais, à quinze ans, j'aimais déjà bien dire « non ». Cette réforme de l'enseignement supérieur prévoyait de sélectionner les étudiants à l'entrée des universités[2]. Le projet de loi a été retiré à la suite de la mort tragique de Malik Oussekine, « étudiant âgé de 22 ans frappé à mort par deux policiers dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 », comme l'indique la plaque commémorative sur le trottoir de la rue Monsieur-le-Prince à Paris.

Finalement, la sélection à l'entrée des études supérieures a été mise en place en 2018 par la loi ORE[3].

Pour le journaliste et ancien directeur de la rédaction de L'Express, Christophe Barbier, les Français sont un « peuple de colères[4] », les colères d'aujourd'hui résonnant avec celles du passé. Pour lui, « 1789 commence en 1358 », avec la Grande Jacquerie, cette révolte paysanne face à l'oppression féodale. Les Gilets jaunes de 2018 ne sont qu'une répétition de la révolte des cabochiens, qui ont brièvement pris le contrôle de Paris en 1413. Les Bonnets rouges de 2013, quant à eux, riment avec le mouvement éponyme de 1675. D'un côté une écotaxe sur les

2. Jacques Chirac, « Déclaration de politique générale de M. Jacques Chirac, Premier ministre, sur le programme du gouvernement, à l'Assemblée nationale », 9 avril 1986.
3. Loi no 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants.
4. Christophe Barbier, Peuple de colères*, Fayard, 2024.*

Partie 1

POURQUOI ?

Chapitre 1

Pourquoi dire « oui » ?

Devrais-je dire « oui » à ce projet ?

Pour répondre à cette question, surtout, ne commencez pas par écrire une liste à deux colonnes : la colonne des « pour » et la colonne des « contre », car il y aura un « contre » qui voudra l'emporter.

Que ce soit pour les petites comme pour les grandes décisions, il y a toujours une bonne raison de dire « non ». Toujours une bonne raison de ne pas aller faire son jogging : parce que trop chaud, parce que trop froid, parce que fatigué… Toujours une bonne raison de ne pas faire d'enfant : parce que trop jeune, parce que trop vieux, parce que réchauffement climatique…

Aussi, il y a souvent une bonne raison de dire « oui ». Pour un investisseur, cette raison peut être l'argent.

Pourquoi dire « oui » ? Parce que c'est RENTABLE

Pour le conférencier Simon Sinek[11], comme pour la majorité des investisseurs, « l'argent n'est qu'un carburant ». Si l'on compare une entreprise à une voiture, l'argent, c'est son carburant. Sans carburant, même avec la plus belle voiture du monde, vous n'allez nulle part.

Le but d'une voiture n'est pas de gagner du carburant, tout comme le but d'une entreprise n'est pas de gagner de l'argent.

Le but d'une voiture est d'aller d'un point A à un point B, et pour cela il lui faut du carburant ; le but d'une entreprise est d'accomplir quelque chose qui fera avancer la société, et c'est l'argent qui le lui permettra.

L'argent est le carburant, et la majorité des investisseurs, des entrepreneurs, des décideurs vous le dira. Si cet argent permet la réalisation d'un projet altruiste, écologique ou sociétal, alors c'est un plus ; c'est la cerise sur le gâteau.

Quelques rares structures lucratives n'attendent pas forcément une rentabilité financière à leurs investissements. Par exemple, selon l'ancien directeur de *Libération*, Laurent Joffrin[12], la motivation des grands patrons de presse n'est pas financière ; ils attendent surtout du journal périodique une « force de frappe dans leur discussion avec les pouvoirs publics », en veillant simplement à ce que leur image ne soit pas « écornée par le contenu d'un article ».

Seules les structures à but non lucratif, telles que les fondations, fonds de dotations, organismes de bienfaisance et associations loi 1901, n'attendent pas un retour sur leur investissement en termes financiers. Le cas échéant, il serait plutôt en matière d'image.

11. Simon Sinek, "Businesses Do NOT Exist to Make Money", YouTube, 2021.
12. Philippe Ballan, « L'indépendance des médias, témoignage de Laurent Joffrin », Passerelles de l'Yvette n° 113, avril-mai 2024.